

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

Terrefort – Avenue de l'École Nationale d'Équitation
49411 SAUMUR CEDEX

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
SELON PROCÉDURE ADAPTÉE

(article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics)

Création de paddocks en sable et aménagement de voirie

**Terrefort – Avenue de l'École Nationale d'Équitation
49411 SAUMUR CEDEX**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres N° 41

| | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|

Pouvoir adjudicateur

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION
Terrefort – Avenue de l'École Nationale de l'Équitation
49220 LE LION D'ANGERS

Téléphone
Fax

02 41 53 50 50

Courriel

travaux@ifce.fr

Site profil acheteur

www.ifce.fr

DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES
LUNDI 11 SEPTEMBRE 2017 - 12h00

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION | 3 |
| ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION..... | 3 |
| 2.1 - Procédure | 3 |
| 2.2 - Décomposition en lots | 3 |
| ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION | 4 |
| ARTICLE 4 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES | 4 |
| ARTICLE 5 : LE DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)..... | 4 |
| 5.1. - Composition du dossier de consultation | 4 |
| 5.2. - Retrait du dossier de consultation | 4 |
| 5.3. - Modification de détails au dossier de consultation | 5 |
| ARTICLE 6 : MODALITE DE TRANSMISSION ET DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES..... | 5 |
| 6.1. - Date de réception des offres | 5 |
| 6.2. - Modalites de transmission des offres | 5 |
| ARTICLE 7 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES..... | 6 |
| 7.1. - Conditions de presentation des candidatures et des offres | 6 |
| 7.2 - Contenu du dossier remis par les candidats | 6 |
| ARTICLE 8 : CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE | 7 |
| ARTICLE 9 : VISITE DU SITE..... | 8 |
| ARTICLE 10 : NEGOCIATIONS | 9 |
| ARTICLE 11 : INFORMATION DES CANDIDATS | 10 |
| ARTICLE 12 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES | 10 |
| ARTICLE 13 : PROCEDURES DE RECOURS..... | 10 |

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne des travaux destinés à la :

Création de paddocks et aménagement de voirie Terrefort – Avenue de l'École Nationale d'Équitation 49411 SAUMUR CEDEX

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Procédure

Marché à procédure adaptée en application des deux textes suivants :

- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Le décret du 25 mars 2016 n°2016-360 relatif aux marchés publics

La consultation est passée par Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

2.2 - Décomposition en lots

Les travaux sont répartis en un lot unique :

Lot n°01 : TERRASSEMENT – CHAUSSÉES – VRD – SOL EN SABLE – LICES – ENGAZONNEMENT

2.3 - Variantes

☒ Variantes non obligatoires à l'initiative du candidat

Les candidats sont admis à présenter des variantes. Les variantes ne sont pas obligatoires.

En cas de proposition de variantes les candidats présenteront alors plusieurs offres :

- Une/des offres basée(s) sur la/les variantes proposées.

La variante donnera lieu à l'établissement d'un acte d'engagement distinct, et le cas échéant d'un bordereau des prix unitaires ou DPGF correspondant.

☒ Variantes obligatoires (solutions alternatives)

Sans objet.

2.4 - Forme du candidat

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les prestataires ne peuvent répondre à la fois sous forme d'entreprise isolée et en tant que groupement. Le cumul des deux formes de candidature entraînera l'irrecevabilité de toutes les candidatures associant un même prestataire. Il en sera de même si un candidat est membre de plus d'un groupement.

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION

Prise d'effet du marché : **25 SEPTEMBRE 2017** (période de préparation)

Démarrage des travaux : **9 OCTOBRE 2017**

Livraison : **3 NOVEMBRE 2017**

Les travaux seront réalisés en une seule tranche.

ARTICLE 4 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 5 : LE DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)

5.1. - Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- le règlement de la consultation (RC) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- l'acte d'engagement (ATTRI 1) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux ;
- Les notices et plans.

5.2. - Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises, **dématérialisé**, est consultable et téléchargeable gratuitement sur le site suivant : www.ifce.fr

Le dossier peut également être demandé par mail : travaux@ifce.fr

5.3. - Modification de détails au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

| |
|--|
| ARTICLE 6 : MODALITE DE TRANSMISSION ET DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES |
|--|

6.1. - Date de réception des offres

Les candidats remettront leur offre et, le cas échéant, les copies de sauvegarde en cas d'une transmission par voie dématérialisée au plus tard le : **LUNDI 11 SEPTEMBRE 2017 - 12h00.**

Les offres qui seraient remises ou dont l'avis de réception serait délivré après les délais et heures limites fixés à l'alinéa précédent, de même que les offres remises sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenues et renvoyées à leurs auteurs.

Pour les offres transmises par voie dématérialisée, la date et l'heure de réception prise en compte par le pouvoir adjudicateur correspondent au dispositif d'horodatage de la plate-forme. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

6.2. - Modalités de transmission des offres

La transmission des offres est autorisée :

- **Sur support papier :**

Les plis sont :

- Soit acheminés par **voie postale en courrier recommandé avec accusé réception ou déposés sous plis cachetés contre récépissé à l'adresse suivante :**

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'ÉQUITATION
Service achats & travaux
Route de Troche – BP 6
19231 ARNAC POMPADOUR

- Soit par mail : travaux@ifce.fr

Les offres remises par les candidats seront placées dans une enveloppe cachetée sur laquelle figureront :

- Le nom et les coordonnées du candidat ;
- Les mentions suivantes :

" MARCHÉ DE TRAVAUX – CRÉATION DE PADDOCKS EN SABLE ET AMÉNAGEMENT DE VOIRIE "
" NE PAS OUVRIR "

| |
|--|
| ARTICLE 7 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES |
|--|

7.1. - Conditions de presentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres sont obligatoirement rédigées en langue française et libellées en euros.

7.2 - Contenu du dossier remis par les candidats

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

▪ **Les pièces relatives à la candidature :**

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées ci-après, en application des articles 48 et 49 du décret du 25 mars 2016 n°2016-360 relatif aux marchés publics :

- La lettre de candidature, modèle DC1 (en annexe) ou équivalent ;
- Les déclarations du candidat, modèle DC2 (en annexe) ou équivalent ;
- Les renseignements concernant les références (sur les trois dernières années) et les moyens du candidat permettant d'attester de ses capacités professionnelles et techniques pour réaliser les prestations objet du présent marché ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitant, le candidat produira les mêmes documents que ceux demandés au présent paragraphe.

▪ **Les pièces relatives à l'offre :**

Les candidats devront produire un projet de marché comprenant :

- ☐ **Le ou les acte(s) d'engagement(s) (ATTR11) et ses (leurs) éventuelles annexes :** à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
- ☐ **Le devis de travaux**
- ☐ **Présentation précise de travaux de même nature réalisés récemment (5 dernières années)**
- ☐ **Le mémoire méthodologique** des dispositions que le candidat propose pour l'exécution des travaux. Il comprendra :
 - Des plans d'ensemble et de détail explicitant les offres
 - Des indications concernant la provenance des principales fournitures et éventuellement les références des fournisseurs correspondants
 - Un programme d'exécution des ouvrages indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes phases de chantier
 - Des indications concernant les procédés et moyens d'exécution envisagés
 - Une note détaillant les moyens humains et matériels affectés à la mission ; interlocuteur privilégié, l'organisation du travail et les moyens techniques utilisés
 - Une liste des sous-traitants que le candidat envisage de proposer à l'acceptation du maître d'ouvrage après la conclusion du marché

- Une attestation d'assurance responsabilité civile
- Une attestation de police d'assurance professionnelle dite individuelle de base couvrant la responsabilité décennale à jour.

Le mémoire technique servira de base à la notation de la valeur technique.

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ou le Règlement de la Consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.

▪ **Documents qui seront demandés au seul(s) candidat(s) retenu(s) :**

Le titulaire du marché fournit à l'acheteur les documents suivants tous les six mois :

Dans tous les cas :

Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois.

Le titulaire pourra utiliser le service en ligne "Mon URSSAF" pour générer ce document.

Dans le cas où une immatriculation au Registre du Commerce et des Société (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée, l'un des documents suivants (article D.8225-5 2° du Code du travail) :

Un extrait K ou Kbis RCS (délivré par les services du greffe du tribunal du commerce à une date récente)

Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM

Un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription).

Ces documents seront remis par le candidat susceptible d'être retenu dans le délai de 5 jours à compter de la réception de la demande présentée par le Pouvoir Adjudicateur.

| |
|---|
| ARTICLE 8 : CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE |
|---|

Il est précisé aux candidats que le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres avant celui des candidatures comme le permet l'article 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

▪ **SELECTION DES CANDIDATURES :**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues par le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et par l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- Garanties et capacités techniques et financières
- Capacités professionnelles et références
- Qualification RGE

▪ **CRITERES DE SELECTION DES OFFRES :**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| CRITERES ET SOUS-CRITERES DE SELECTION DES OFFRES | | | COEFF. |
|---|--------------|---|--------|
| Critère n°1 : Valeur technique de l'offre | Coeff. 40 | Moyens humains et matériels pour ce chantier | 15 |
| | | Références techniques d'opérations équivalentes dans les 5 dernières années dans le lot choisi avec mention du maître d'ouvrage et du montant des travaux | 25 |
| Critère n°2 : Proposition financière | Coeff. 60 | Prix des prestations | |

▪ **NOTATION :**

CRITERE N°1 : PROPOSITION FINANCIERE

La note relative à ce critère sera calculée sur la base des quantités estimatives mentionnées dans les détails estimatifs quantitatifs en fonction de l'écart par rapport à l'offre la moins-disante par application de la formule ci-après :

Note du candidat : **NM x (T1/T2)**

NM = note maximale

T1 = tarif du candidat ayant proposé l'offre tarifaire la plus intéressante

T2 = tarif du candidat proposé dans son offre

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées entre le bordereau des prix unitaires et les autres pièces de l'offre, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

CRITERE N°2 : VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE

La notation sera effectuée sur la base de la suivante :

- 10 : Excellent
- 8 : Très bon
- 6 : Bon
- 4 : Moyen
- 2 : Médiocre
- 0 : insuffisant

Il pourra être donné des notes intermédiaires (1; 3; 5; 7; 9) en fonction des offres.

ARTICLE 9 : VISITE DU SITE

Les entreprises pourront se rendre sur place en faisant une demande écrite ou par courriel à :

Département IDEÉ
Thierry LE BORGNE – Architecte DPLG - Directeur
Parc de l'Isle-Briand 49220 LE LION D'ANGERS
Tél. 06 86 07 74 23
Idée@ifce.fr
thierry.le.borgne@ifce.fr

| |
|----------------------------------|
| ARTICLE 10 : NEGOCIATIONS |
|----------------------------------|

A l'issue de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

L'invitation à négocier se fera par l'envoi d'un courrier par voie électronique. Les candidats sont donc invités à **indiquer une adresse électronique valide dans leur offre.**

La durée maximale de la négociation sera fixée dans la demande écrite. A défaut de réponse dans les délais, l'offre initiale sera considérée comme maintenue.

Au terme de ces négociations, le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au candidat dont l'offre est économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 11 : INFORMATION DES CANDIDATS

La décision de rejet de leur candidature et/ou de leur offre sera notifiée aux intéressés par simple courrier.

La décision d'attribution du marché sera notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec avis de réception ou contre récépissé.

ARTICLE 12 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires pourront être envoyés aux candidats qui en feront une demande écrite en temps utiles, au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres.

| | |
|--|--|
| → Renseignements d'ordre administratif | Service achats et travaux Nathalie DUBOIS Route de Troche – BP 6 19231 ARNAC POMPADOUR Tél: 05 55 73 83 23 Courriel : travaux@ifce.fr achats@ifce.fr |
| → Renseignements d'ordre technique | Maître d'oeuvre Département IDEÉ Thierry LE BORGNE – ARCHITECTE DPLG - DIRECTEUR Parc de l'Isle-Briand 49220 LE LION D'ANGERS Tél: 06 86 07 74 23 Courriel : thierry.le.borgne@ifce.fr |

ARTICLE 13 : PROCEDURES DE RECOURS

→ Instance chargée des procédures de recours :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANTES
6, allée de l'Ile-Gloriette – BP 24411
44041 Nantes Cedex

Tél : 02.40.99.46.00
Fax : 02.40.99.46.58

→ Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours:

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANTES
6, allée de l'Ile-Gloriette – BP 24411
44041 Nantes Cedex

Tél : 02.40.99.46.00
Fax : 02.40.99.46.58

→ Introduction des recours en application du décret N°09-1456 du 27/11/2009

avant la conclusion du contrat, par référé précontractuel, conformément aux dispositions de l'article L 551-1 du Code de Justice Administrative;
par référé contractuel, conformément aux dispositions des articles L 551-13 et suivants du Code de Justice Administrative.